

Des Livres et Vous

Journal de la CGT BnF
n. 19 nouvelle série, mai-juin 2015

▶ LECTEURS ET AGENTS CHASSÉS DU HALL OUEST

Alors que la fréquentation de la Bibliothèque nationale de France est en diminution et que la direction tente par tous les moyens d'attirer un nouveau public, que penser de la tenue surprise du **défilé de mode dans le Hall Ouest ce printemps ?**

En effet, les salles de lecture E, F, G et H et le déambulateur Sud sont restés inaccessibles jusqu'à 11h15 et la salle I, encombrée de matériels lourds et divers (éclairages, accessoires...) n'a pu ouvrir qu'à 12h40. Les personnels ont été mis devant le fait accompli puisque aucune information n'avait été transmise aux départements...

Ce n'est pas la première fois qu'un défilé a lieu dans l'établissement au détriment de l'activité du site : en septembre 2014, le Hall Ouest avait également été mobilisé jusque tard dans la matinée et les services aux lecteurs impactés. La Direction qui s'inquiète de la baisse de fréquentation des salles de lecture notamment en Haut-de-jardin, n'en n'est pas à une incohérence près en faisant le choix de fermer l'accès à des salles pour permettre la tenue d'événements commerciaux.

▶ LES LIVRES NE SERONT PLUS DETRUITS MAIS DONNÉS

Sans l'intervention de la CGT, les seconds exemplaires du Dépôt légal auraient continué à être détruits. Depuis début 2015, ces ouvrages neufs sont désormais stockés en tour T3 dans l'attente de trouver une destination plus pertinente que le pilon.

Interpellée par la CGT sur le devenir de ces ouvrages, la Directrice générale a confirmé que la DRI (Délégation aux relations internationales) instruisait la possibilité de donner à une bibliothèque étrangère ces seconds exemplaires.

Des échanges sont d'ores et déjà en cours avec le Niger qui a lancé un appel à la solidarité suite à la destruction de la médiathèque de Zinder. Un don complémentaire d'ouvrages pour la jeunesse est également envisagé avec le CNLJ (Centre national de littérature pour la jeunesse). A suivre donc.

▶ QUI SONT LES ASSISTÉS ?

Depuis plusieurs années on entend malheureusement tout et n'importe quoi sur la fonction publique et les services publics : « ça ne sert à rien », « les agents de l'Etat sont des fainéants », « les Français sont des assistés »... Contradictoire, faux ou insultants, ces propos font leur chemin au sein de la population.

Pourtant, si on y regarde de plus près, qui sont réellement les "assistés" ? L'Etat ne verse-t-il pas aux entreprises 240 milliards d'euros par an en aides et exonérations diverses sans aucune obligation de résultats ?

Cette politique sensée faire baisser le chômage ne fonctionne pas. A l'inverse, les profits des entreprises explosent. Avec un gain de +18% en début d'année, les 40 plus grands groupes français enregistrent leurs plus fortes progressions depuis 1998. En 2014, ils avaient déjà dégagé 64 milliards de bénéfice!

Pour compenser ces 240 milliards/an d'aides aux entreprises, les gouvernements successifs suppriment des postes dans la fonction publique et multiplient les coupes dans les budgets de l'Etat et de la Sécurité sociale... **Et pendant ce temps, l'évasion fiscale coûte 50 milliards/an à l'Etat et la fraude fiscale entre 60 et 80 milliards d'euros. Soit une fois et demie le montant du déficit public !**

▶ UN PROJET MARKETING POUR LA BIBLIOTHÈQUE ???

Suite aux recommandations du cabinet d'audit Kurt Salmon sur la politique des publics de la BnF, la Direction a validé la **création d'un Comité marketing chargé comme son nom l'indique de répondre à la « dimension marketing » du développement des publics.**

Le comité, **directement rattaché à la Directrice générale** est composé d'une dizaine de personnes et se réunit mensuellement. Il aura, entre autres, la charge de mettre en œuvre les recommandations issues de l'audit Kurt Salmon dont voici un aperçu des projets prioritaires :

- ▶ tenir un grand événement emblématique dès que possible
- ▶ se doter d'un outil de gestion relations-clients
- ▶ revoir les conditions d'accès, la tarification, la billetterie
- ▶ disposer d'un plan de communication externe qui permettrait de soutenir l'action marketing
- ▶ réfléchir à la programmation des manifestations et événements
- ▶ revoir les méthodes d'accueil, d'information, de réservation, de vente, de services aux lecteurs en salle
- ▶ mettre à disposition une version Gallica packagée pour le grand public dès 2015
- ▶ déployer de nouvelles activités pédagogiques...

Il s'agit pour la Direction d'un plan pour stopper la baisse de fréquentation des sites tant la situation devient préoccupante. Pour mémoire, -14,2% de fréquentation entre 2010 et 2014 tous sites confondus. **La gratuité d'accès** (sous couvert d'obtenir une carte de lecteur) est pour nous, à l'image de la British Library, réellement de nature à enrayer cette érosion.

▶ Un projet qui enfonce des portes ouvertes

Pour la CGT-BnF, certaines mesures envisagées « enfonce les portes ouvertes » et on s'étonne que la Direction éprouve la nécessité de faire appel à un cabinet d'audit pour en arriver à ces conclusions de bons sens partagées par de nombreux agents. Par exemple, pour les dispositifs d'accueil et d'information, il est évident qu'il faut revoir la copie, la refonte du Haut-de-jardin et de l'accueil Est n'a pas amélioré les choses si ce n'est le contraire.

▶ LA MÉDECINE DU TRAVAIL VA MAL

La médecine du travail est en danger et avec elle la santé de tous les salariés. Fin octobre 2014, François Hollande présentait 50 nouvelles mesures destinées à « simplifier » l'activité des entreprises.

Parmi elles, une première entend revoir les notions d'aptitude et d'inaptitude afin de « sécuriser » les employeurs qui sont « soumis » à des avis médicaux trop contraignants. Il s'agit ainsi d'affaiblir le médecin de prévention en réduisant par exemple ses possibilités d'émettre des préconisations d'aménagement des postes de travail dans l'intérêt des salariés, ou encore supprimer l'obligation de reclassement qu'ont les employeurs et favoriser le licenciement des salariés ayant des restrictions d'aptitude.

Une seconde mesure prévoit de rendre moins strictes les règles encadrant les visites médicales des salariés au motif que cette visite obligatoire n'est réalisée que dans 15% des cas du fait notamment d'un manque d'effectifs médicaux (chiffre fantaisiste car en réalité plus de 70% des visites sont assurées).

Alors que l'on assiste à l'explosion des TMS (troubles musculo-squelettiques) et des RPS (risques psychosociaux), cette mesure limiterait encore plus l'accès aux visites médicales et à un suivi de santé individualisé.

Rappelons que les médecins du travail sont les seuls médecins à disposer d'une formation sur les risques professionnels et qu'ils sont les seuls à bénéficier d'un

Même constat pour la tarification ou la programmation des manifestations. Bref, rien de nouveau à part l'incapacité de la Direction à proposer et réaliser des améliorations concertées. D'où les ratages tel que le nouveau Haut-de-jardin.

▶ Un projet qui ne parle même pas des collections

Plus déconcertant, il n'est jamais question des collections, qui font l'identité et la richesse de la BnF. Comment développer les publics sans mettre en avant les collections, en particulier les fonds patrimoniaux ? **Évidemment, quand les budgets de conservation et d'acquisition sont en baisse depuis des années**, il devient difficile de communiquer ces documents hors d'usage ou absents des fonds. **Concernant Richelieu, là encore les projets du comité restent désespérément muets :** rien sur le signalement de ces fabuleuses collections et l'amélioration de la communication et de la fréquentation.

Les baisses budgétaires mises en application par la Direction sur les missions fondamentales de la Bibliothèque (conservation, signalement et communication des collections) ont aujourd'hui des conséquences directes sur le fonctionnement de l'établissement et deviennent un frein pour l'accomplissement de ses missions.

▶ Recevoir des usagers ou des clients ?

Plus problématique encore est le choix de mettre en avant la dimension marketing pour développer les publics avec l'objectif de faire « évoluer la culture interne de la relation avec les publics » et d'encourager un changement d'état d'esprit.

→ Pour la CGT, le fait d'aborder la question du développement des publics sous l'angle marketing est un non-sens pour une bibliothèque et ses missions de service public. Considérer le monde des bibliothèques comme un « marché concurrentiel » relève bien d'un changement de paradigme inadmissible et totalement contradictoire avec l'idée de réseau [BM, BU, BnF...] qui anime et mobilise depuis toujours nos actions et nos métiers.

statut protecteur garantissant leur indépendance vis-à-vis des employeurs. Ils ont un libre accès aux postes de travail qui leur permet de disposer d'une connaissance des risques et du travail réel.

▶ Et à la Bibliothèque nationale

Avec un effectif de près de 2400 agents, la bibliothèque ne compte aujourd'hui qu'un seul médecin et 3 infirmières. Le second médecin de prévention recruté en août 2014 n'a pas voulu rester à la BnF en raison d'une divergence d'appréciation quant à son rôle dans l'établissement. Ce dernier souhaitait en effet se conformer entièrement à sa mission telle que définie dans le décret 82-453 (« prévenir toute altération de la santé des agents du fait de leur travail ») ou en d'autres termes être un médecin du travail et non un généraliste.

→ La CGT, quant à elle, réclame le renforcement de la médecine de prévention sur les différents sites, soit trois médecins au lieu des deux normalement en exercice et la réouverture de l'infirmière de Richelieu à temps plein. Si la BnF passe un accord avec l'INHA (présente sur le quadrilatère), il est tout à fait possible de renforcer la présence médicale sur ce site.

la
cgt
BnF



► RICHELIEU, UNE NOUVELLE POLLUTION AU PLOMB

■ D'abord de l'amiante, puis du plomb

Début 2012, la présence d'amiante non prévue entraîne l'arrêt en urgence d'une partie des travaux, le confinement de plusieurs zones et l'intervention d'entreprises spécialisées. **Aujourd'hui, nul ne sait si, pendant les premières opérations de destruction fin 2011, les personnels de la BnF et les ouvriers intervenant sur le chantier ont été exposés.**

En juillet 2012, à la demande de la Caisse régionale d'assurance maladie, les travaux sont à nouveau stoppés du fait de la présence de poussière de plomb très au-delà des normes admises. S'ensuivent plusieurs mois d'interruption pour nettoyer les locaux touchés.

■ Porosité entre le chantier et la zone restée en activité

A plusieurs reprises, et encore dernièrement, des magasins et des salles de lecture ont été envahis par d'importants nuages de poussière provenant du chantier (en passant par les conduits d'aération...). Les analyses effectuées en 2013 dans le département des Estampes révèlent une présence de plomb supérieure aux normes réglementaires, tandis qu'aucun prélèvement n'a été effectué dans les autres espaces, en dépit des demandes répétées de la CGT !



Malgré cette porosité avérée et le fait que des agents de la bibliothèque soient toujours amenés à intervenir dans la zone en travaux, la médecine de prévention de la BnF n'a toujours pas accès aux résultats des analyses faites sur le chantier. **Ce manque de transparence n'est pas acceptable.**

■ Une nouvelle pollution au plomb

D'après les documents qu'a pu se procurer la CGT-BnF, plusieurs espaces, dont certains appartenant à la Bibliothèque nationale, sont à nouveau contaminés par le plomb (**jusqu'à 10 fois la valeur maximale telle que définie par le Code de la santé, art. L.1334-1 et 2**).

Si plusieurs zones ont été confinées en attente de traitement, d'autres, dont la base vie où les ouvriers prennent leur repas, restent accessibles. Pour la CGT

cette situation est indigne et dangereuse.

Nous avons par ailleurs demandé, avec les autres organisations syndicales, que des prélèvements soient faits côté BnF et que les analyses soient rapidement communiquées, demande restée lettre morte... La CGT dénonce ce nouveau refus. **Il est désormais clair que la première phase du chantier doit se terminer coûte que coûte, quitte à faire prendre de nouveaux risques aux salariés, aux publics et aux personnels.**

► POUR QUE SOUS-TRAITANCE NE RIME PAS AVEC EXPLOITATION

Ce printemps, les grèves des personnels de nettoyage intervenant dans les locaux de l'État ont mis en lumière la situation extrêmement difficile dans laquelle se trouvent ces salariés : temps partiels imposés, surfaces à nettoyer impossibles à traiter, heures supplémentaires jamais payées, salaires minima, conditions de travail pénibles avec des conséquences graves sur la santé des agents...

■ Les donneurs d'ordre, comme la BnF, peuvent agir, ils en ont les moyens !

L'article 14 du Code des marchés publics permet en effet d'instaurer des clauses sociales pour promouvoir et garantir des conditions de travail plus favorables aux salariés. *« Les conditions d'exécution d'un marché peuvent comporter des éléments à caractère social ou environnemental qui prennent en compte les objectifs de développement durable en conciliant développement économique, protection et mise en valeur de l'environnement et progrès social »* selon le code. S'appuyant sur cet article, la CGT-BnF pèsera de tout son poids pour que ces clauses soient mises en place à la BnF.



■ En grève à la BnF, aux Finances publiques... Les salariés se révoltent

A Tolbiac, le 21 avril s'est achevée une grève de 15 jours menée par les personnels de nettoyage employés par la société Onet. En effet, depuis la reprise de ce marché par la société ONET en 2013, une quinzaine de postes ont été supprimés, alors que le volume global de travail n'a pratiquement pas varié. De ce fait, les conditions de travail de ces salariés se sont détériorées et la fatigue accumulée, les arrêts maladies, les accidents, ont

témoigné de cette augmentation de leurs charges de travail. Un accord a finalement été signé et la grève a permis d'obtenir des avancées.

Ce mouvement n'est pas un cas isolé car les salariés de TFN Propreté ont été grève plus de deux mois sur plusieurs sites des Finances Publiques à Paris et pour l'augmentation de leurs salaires (16h min. de travail par semaine, des grilles de salaires progressives, remboursement de la moitié du pass Navigo, 13ème mois...), de meilleures conditions de travail et le respect par leur employeur de la réglementation du travail. Cette lutte a abouti sur des avancées importantes pour les grévistes.

► LES ESPACES DE LA BNF PETIT À PETIT VAMPIRISÉS

Depuis les années 2000 on assiste à une grande braderie du patrimoine public au bénéfice de groupes privés. La BnF n'échappe pas à cette logique grossière.

■ Climespace s'installe dans Tolbiac

Cette entreprise qui va fabriquer et vendre du froid pour la climatisation des bureaux du quartier est en train de s'installer dans les emprises de Tolbiac (1909 m2 de locaux techniques).

Des tours aéroréfrigérantes seront bientôt implantées sur la tour T3 malgré le danger lié à la légionellose et des canalisations vont traverser la BnF. Plusieurs autres installations occuperont divers espaces dans le socle de la bibliothèque.

Le département des Cartes et plans

(CPL) sans domicile du fait de Climespace : pendant la phase 2 des travaux à Richelieu, les CPL doivent quitter le quadrilatère pour s'implanter en T3 (niveau 18). L'arrivée de Climespace a modifié la donne. Avec 40 tonnes de charges posées sur le toit de la tour, la structure doit être renforcée et les CPL doivent donc céder l'étage qui leur était dédié... Logique de profit contre logique humaine.

■ La vente de l'immeuble du département de la Musique

Comme le dénonçait la CGT, c'est bien pour vendre cet immeuble que le ministère a ordonné à la BnF d'intégrer



le département de la Musique (plus de 2 millions de documents) dans le quadrilatère Richelieu.

Logiquement, on assiste à un resserrement des espaces : chaque département de Richelieu étant sommé de fournir des magasins à la Musique, plusieurs services verront leurs espaces amputés. Cela implique également de déplacer à Bussy 40 % des fonds de la Musique et 30 % des collections de Richelieu si l'on veut disposer de 10 années d'accroissement dans le quadrilatère !

→ Pour la CGT, ces transferts priveront les lecteurs d'un accès direct à de très nombreux fonds. C'est un recul en terme de services rendus aux publics, une dégradation des conditions de travail pour les agents qui auront en charge le transfert d'un

site à un autre des documents patrimoniaux demandés par les lecteurs, et un non-sens en terme de conservation

■ N'oublions pas le MK2 dans la BnF

Dès 2011, la CGT a combattu et critiqué ce projet : durée excessive de l'occupation (30 ans), "loyer" dérisoire versé par MK2, coût extravagant des travaux Hall Est... Cette installation est bien la concrétisation visible d'une dérive que nous dénonçons depuis longtemps : la privatisation d'espaces et de services publics, d'autant plus lamentable que nous avons besoin de ces locaux afin d'absorber l'accroissement des collections.

► RICHELIEU, UNE RENOVATION QUI N'EN FINIT PLUS

● **Le calendrier initial** : les travaux devaient à l'origine durer 7 ans (2010-2013 pour la phase 1 et 2014-2017 pour la phase 2 du chantier). En raison de la découverte d'amiante et de plomb dans le bâtiment, et d'entreprises ayant fait faillite... **la rénovation a pris plus de 3 ans de retard.**

● **La fin de la phase 1** : les travaux viennent de prendre à nouveau 6 mois de retard. La réouverture de la zone 1 devrait donc intervenir en juillet 2016. La salle Labrouste (occupée par l'INHA et le département des Estampes) ne serait accessible qu'en septembre.

● **Une fermeture au public de la bibliothèque pendant 6 semaines (à partir de la mi-mai 2016)** afin de transférer les services et les salles de lecture vers la zone 1 rénovée. **C'est une bonne nouvelle pour les personnels** car en 2011 une fermeture de seulement deux semaines avait été octroyée par la Direction pour déménager bureaux, services et salles de lecture de la zone 1 vers la zone 2. **La CGT avait insisté de nombreuses fois sur le fait que ce délai avait été trop court, engendrant de nombreuses difficultés, et beaucoup de fatigue et de stress pour les personnels.**

► FACILITER LE TRAVAIL DES AGENTS EN SALLE DE LECTURE

La CGT-BnF a récemment interpellé la Direction à propos de la **photographie individuelle de documents en salles de lecture**. A la BnF, depuis 2008, la photographie est en effet interdite pour les ouvrages sous droits d'auteur et permise pour les autres (à condition de remplir un formulaire).

Ce dispositif s'avère souvent difficile et parfois délicat à faire appliquer. Certains lecteurs ne demandent pas au personnel d'autorisation et font des photographies à leur place de lecture.

Pour le personnel, il devient laborieux d'expliquer ces restrictions alors que dans de nombreuses bibliothèques il est possible de photographier n'importe quelle œuvre.

→ S'appuyant sur une récente évolution de la législation qui permet de reproduire (mais pas de diffuser) des œuvres sous droits d'auteur pour un usage privé (la « copie privée »), la CGT-BnF a demandé une simplification du dispositif actuel. **L'établissement devrait instruire la question en cours d'année.**

► LA FERMETURE ANNUELLE

Cette fermeture est actuellement de 2 semaines. Si le principe est maintenu pour des raisons techniques, la direction a décidé de réduire sa durée de moitié pour redynamiser la fréquentation de la BnF et d'en homogénéiser les dates (début septembre pour tous les sites).

Pour la CGT, cette mesure, sans répondre à la baisse de fréquentation des bibliothèques qui est une tendance nationale, va peser lourdement sur les personnels. Ces deux semaines permettaient, en effet, d'entreprendre de nombreux chantiers sur les collections, le bâtiment, l'informatique... Et d'assister aux réunions de services et d'information.

Le poids du service public étant en augmentation du fait des baisses d'effectifs, comment réaliser les chantiers sur seulement 5 jours au lieu de 10 ? Comment nos collègues du DMT pourront-ils intervenir sur 4 sites en même temps ? D'après la Direction, nos activités seront lissées sur l'année, autant dire que nos conditions de travail vont en pâtir !

ENSEMBLE, PLUS FORTS ! SYNDIQUEZ-VOUS

► Permanence du lundi au vendredi à Tolbiac, local à côté de la médecine de prévention, niveau A2, bandeau Sud

► tel : 01 53 79 49 01, mail : cgt@bnf.fr

Toute l'actualité de la BnF et de la CGT ► www.cgtbnf.fr